

Les enfants à l'école et pas en rétention !

Rassemblement RESF Ile de France contre l'enfermement des enfants dans les centres de rétention

Sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris, dont la façade proclamait que « Les droits de l'enfant nous concernent tous! », RESF a commémoré la CIDE (convention internationale des droits de l'enfant) et mis en mots et en images ce que fait l'Etat français du respect des droits de l'enfant. Les enfants à l'école et pas en rétention ! L'alternative à l'enfermement, c'est la régularisation, étaient les revendications au cœur de l'initiative.

Sous un beau soleil automnal, les participants ont promené autour du parvis la bannière portant les noms de 40 enfants parmi ceux qui ont été enfermés depuis juillet 2011, se faufilant sous les lettres et messages de solidarité réalisés par des écoliers de Seine et Marne. Les photos grands formats d'enfants et de parents retenus ont été brandies, quelques unes de leurs histoires tragiques rappelées. Moment fort, l'arrivée d'Ali, lycéen toulousain libéré quelques minutes plus tôt par le JLD de Meaux. Ali, rayonnant, a remercié toutes celles et ceux qui l'avaient aidé, dénoncé le traitement qu'il avait subi aussi bien au CRA de Toulouse qu'au Mesnil Amelot et demandé très dignement à ce qu'on n'oublie pas ceux qui y sont encore.

Sont intervenus Nicole Borvo, sénatrice PCF, Martine Billard, députée, ainsi que Danielle Simonnet, élue parisienne, pour le Front de gauche, Hélène Franco, magistrate, Michel Hervieu, vice-président de la FCPE et Mylène Stambouli, avocate, pour la LDH. Ces personnalités se sont aussi succédées pour lire la trop longue liste des noms des enfants enfermés. Des militants ont souligné des situations spécifiques : l'illégalité et les conditions indignes des arrestations et de l'enfermement en Guyane et Mayotte, la traque systématique et les expulsions de Roms, et l'état de la rétention des étrangers en PACA.

Une fin de rassemblement confiée à l'espoir et aux enfants présents, pour la chanson et le jeu de « Balle au préfet ».

Une initiative qui dit aussi qu'on est bien décidés à mettre la question de l'enfermement des enfants, et plus largement celle des familles et des jeunes majeurs sans papiers dans la campagne électorale qui commence.